

Depuis 10 mois, le gouvernement lance en permanence des réformes (en réalité des contre-réformes) visant à la « transformation de la société ».

Ce fut d'abord les ordonnances, dynamitant des pans entiers du Code du Travail et minant les autres, **puis** des mesures fiscales et financières, en faveur des très riches et au détriment des plus modestes, en particulier les retraités, **puis** des mesures visant les fonctionnaires, à travers leur pouvoir d'achat et, plus largement, avec AP 2022, leurs missions et leur statut, **puis** les étudiants, avec Parcoursup, visant à réduire l'accès à l'université par la sélection sous couvert d'éliminer le tirage au sort, **puis**, plus dernièrement, la réforme de la SNCF, avec le double horizon de l'ouverture à la concurrence-privatisation et la remise en cause du statut des cheminots...

Sans parler de la réforme de l'assurance-chômage, qui stigmatise les demandeurs d'emploi, et de la formation professionnelle, qui donne les clés aux branches professionnelles et aux Régions, tout en isolant les salariés et demandeurs de formation.

Cette avalanche de (mauvaises) nouvelles donne aussi des signaux clairs aux entreprises, dont certaines se précipitent pour supprimer des emplois à bon compte via la rupture conventionnelle collective et chouchouter leurs actionnaires au détriment de la participation des salariés.



Evidemment, **les agents et salariés des composantes du Service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle ont déjà commencé à subir les effets de ces mesures**, dont, reconnaissons-le, plusieurs avaient été initiées par le gouvernement précédent.

Au Ministère du travail, les effectifs sont encore plus réduits que les années précédentes (les effectifs de référence des Direccte tombent en ce moment), la haute hiérarchie bruisse d'hypothèses de départs de missions, les carrières des catégories B et C restent au point mort et les annonces de janvier faites par G. Darmanin inquiètent fortement : diminution des instances de concertation, élargissement du recours aux contractuels, rémunération encore plus individualisée,...

À Pôle emploi aussi, les effectifs entament une décrue, alors que lui est transférée l'intégralité du contrôle de la recherche d'emploi, les institutions représentatives s'apprêtent à être diminuées, les crédits d'intervention et les outils fondent (baisse de 4 milliards du budget Travail Emploi prévue en 4 ans).

Dans les Missions Locales, enfin, il n'y a plus d'enveloppe financière pour les jeunes accompagnés dans le cadre du PACEA, plus de contrats aidés permettant une réelle prise d'autonomie des publics, ce qui rend le travail d'insertion des jeunes encore plus difficile alors qu'ils sont de plus en plus précaires. Dans le même temps, les conseiller-e-s intervenant sur la Garantie Jeunes débordent de travail, tandis que les structures sont soumises au gel de leurs dotations.

LE 19 AVRIL, ENSEMBLE, MOBILISÉS ET EN GRÈVE !

Face à cette offensive, le mouvement social s'est, heureusement, mis en route :

- Les fonctionnaires sont déjà descendus dans la rue le 10 octobre et le 22 mars
- Les retraités et les personnels des EHPAD se sont, pour la première fois, solidarisés et mobilisés
- Les cheminots se sont engagés dans un mouvement de grève dur, mais modulé, pour pouvoir durer
- Les salariés du commerce ont mené des mouvements forts
- Les étudiants et enseignants du supérieur mènent la lutte dans nombre d'universités
- Les salariés d'Air France, les éboueurs en plusieurs endroits sont entrés en lutte.

Certes, chaque secteur professionnel a sa propre logique et ses propres rythmes, qu'il conviendra de ne pas court-circuiter pour tâcher de remporter des victoires (ainsi, l'on ne peut que se féliciter du tout récent appel de 8 fédérations de fonctionnaires à une **journée de mobilisation le 22 mai prochain**). Mais il importe de comprendre ce qui rapproche ces différents chantiers du gouvernement et, donc, ces différentes luttes.

En réalité, la logique de cette pluie de mesures n'est pas la modernisation, mais la disparition des règles juridiques et cadres statutaires qui permettent encore de tempérer l'exploitation des salariés, d'introduire un peu de démocratie, d'égalité de traitement et de lutte contre les inégalités dans la marche de la société et l'action publique.

Le « nouveau monde » dont se gargarisent les ministres dans leurs déclarations, c'est surtout l'abandon d'un modèle social, et c'est bien là le véritable enjeu des remises en cause du Code du travail, du statut de la Fonction publique, de celui des cheminots.

C'est pourquoi **le SNUTEFI FSU**, avec le soutien de sa fédération, qui a déposé un préavis de grève, **appelle les agents et personnels du Service public du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle à se mettre en grève et à se joindre aux manifestations interprofessionnelles le 19 avril prochain.**



Il s'agit là de poser les jalons d'un mouvement d'ampleur nationale et interprofessionnelle, seul à même de faire reculer l'offensive néo-libérale de destruction menée par le gouvernement.